



Derrière la communication sur la compassion, la réalité

Après le suicide de Benoît, la direction a mis en place d'une cellule psychologique, organise une minute de silence au moment de la crémation. Elle clame son innocence dans les responsabilités du drame, malgré les dires de la femme de Benoît. **A nous de juger leurs responsabilités.**

Mais en attendant, on aurait pu croire que la direction aurait mis une pause à leur chasse aux licenciements. Dans plusieurs services, des responsables ont augmenté les pressions et le harcèlement pour pousser des salariés dehors, ou par licenciement ou par démission. Allant même à envoyer une convocation pour faute pouvant aller jusqu'à un licenciement à un manager informatique qui était en arrêt pour burnout. Ils avaient connaissance de la raison de l'arrêt. La sanction est tombée : licenciement pour fautes graves (pas d'indemnité). Les fautes sont amplifiées et fabriquées, et sont surtout des excuses pour se débarrasser d'un salarié non apprécié par son manager.

Ceci est intolérable. Suite au suicide, ils disent qu'ils font leur maximum pour préserver la santé de « leurs collaborateurs » et en réalité, ils continuent à détruire leurs vies et leur moral !

D'un point vue global, on voit bien que cela fait partie du plan : faire des moins au niveau des effectifs à moindre coût. **Eux, ils appellent cela « les départs naturels ».** « Naturels » a un autre sens dans la bouche de la direction.

L'inspection du travail est venue à Continental, le 25 avril. La direction s'est vu rappeler son obligation d'assurer la sécurité physique et mentale des travailleurs et de mettre en place des actions de prévention des risques professionnels. Et elle a demandé d'établir sans délai un plan global de prévention des risques psychosociaux et de mettre à jour son évaluation des risques professionnels. Et que les seules mesures d'écoute psychologique et les formations des managers aux risques psychosociaux ne seraient suffire.

Mais il ne faut pas compter sur l'inspection du travail pour arrêter les plans de suppression d'emploi. Elle ne fera que rappeler comment les appliquer dans les règles du code du travail. C'est tout !

Leur situation financière

Pour rappel, les plans de suppression d'emploi n'ont rien à avoir avec des soucis financiers. Continental va très bien :

- Chiffre d'affaires de Continental AG au 1^{er} trimestre 2024 presque 10 milliards € (9,788). Et ils prévoient pour 2024 : **41,7 milliards d'€ !**
- Les actionnaires ont reçu en 2023 en dividende **440 millions €**, la moitié à la famille Schaeffler. **Une hausse de 46,7% !**

Ils veulent simplement amplifier encore plus leurs gains sur notre dos.

Leurs plans, nos emplois !

La direction affirme qu'elle peut appliquer leurs plans sans licencier, mais c'est faux et elle le fait déjà en licenciement pour faute ou en poussant les salariés à démissionner. Discutons entre nous des cas d'harcèlement, de licenciements et de démissions dans nos services pour qu'on puisse se rendre compte par nous-même de l'ampleur des injustices mener par la direction. Ce sera à nous de lutter et de contester toutes ces suppressions d'emploi qui ne sont que par la soif de gains ou de profit des actionnaires.

Dans le monde, Continental n'arrête pas depuis des années de faire des plans de suppressions d'emploi, et de fermer des sites dans toutes ses branches : l'automobile, le caoutchouc et les pneus. Dans les pays high-costs, mais aussi dans les low-costs, personne n'est épargné. L'excuse de la main d'œuvre trop chère ne tient plus debout. Ils jouent avec nos emplois et nos vies comme on joue au Monopoly. Cette course effrénée aux dividendes et à la rentabilité, nous pressera jusqu'au bout, année après année, car ils n'en ont jamais assez.

Nous devons refuser cette situation : les suppressions de postes, la fermeture du labo, la vente de la BA UX, simplement pour enrichir encore plus les actionnaires.

Pour cela il va falloir leur dire très fort que nous ne voulons pas de leurs plans.

Venons nombreux aux prochaines assemblées générales et manifester notre refus.

Ne soyons pas les dindons de la farce des actionnaires !

